

LOIS RELATIVES A LA FONCTION D'ARBITRE

Article L321-1

Les associations, les sociétés et les fédérations sportives souscrivent pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme des tiers entre eux.

Ces garanties couvrent également les arbitres et juges, dans l'exercice de leurs activités.

Article L223-1

- Créé par [Loi n°2006-1294 du 23 octobre 2006 - art. 1 JORF 24 octobre 2006](#)

Les arbitres et juges exercent leur mission arbitrale en toute indépendance et impartialité, dans le respect des règlements édictés par la fédération sportive mentionnée à [l'article L. 131-14](#), compétente pour la discipline et auprès de laquelle ils sont licenciés. Cette fédération assure le contrôle de l'exercice de cette mission selon les règles et procédures préalablement définies conformément à ses statuts.

Article L221-1

- Modifié par [LOI n°2015-1541 du 27 novembre 2015 - art. 1](#)

Les sportifs, entraîneurs, arbitres et juges sportifs de haut niveau concourent, par leur activité, au rayonnement de la Nation et à la promotion des valeurs du sport.

Article L211-3

Les fédérations agréées assurent, dans des conditions définies par leurs statuts respectifs, la formation et le perfectionnement des arbitres et juges de leurs disciplines.

Article L221-12

Le décret prévu à [l'article L. 221-11](#) précise les droits et obligations des arbitres et juges de haut niveau figurant sur les listes établies dans les conditions fixées à [l'article L. 221-2](#).

Article L223-2

- Créé par [Loi n°2006-1294 du 23 octobre 2006 - art. 1 JORF 24 octobre 2006](#)

Les arbitres et juges sont considérés comme chargés d'une mission de service public au sens des [articles 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13](#) et [433-3](#) du code pénal et les atteintes dont ils peuvent être les victimes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur mission sont réprimées par les peines aggravées prévues par ces articles.

Article L223-3

- Modifié par [Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007 - art. 3 \(V\)](#)

Les arbitres et juges ne peuvent être regardés, dans l'accomplissement de leur mission, comme liés à la fédération par un lien de subordination caractéristique du contrat de travail au sens des articles [L. 1221-1](#) et [L. 1221-3](#) du code du travail.

Article L332-6

Lors d'une manifestation sportive ou de la retransmission en public d'une telle manifestation dans une enceinte sportive, le fait de provoquer, par quelque moyen que ce soit, des spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard de l'arbitre, d'un juge sportif, d'un joueur ou de toute autre personne ou groupe de personnes est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres

<https://www.senat.fr/rap/l05-397/l05-3972.html>

Site du ministère :

http://www.sports.gouv.fr/pratiques-sportives/sport-performance/Sport-de-haut-niveau/article/22-Liste-des-arbitres-et-juges-sportifs-reconnus-par-le-ministere?page=sg-recherche&avancee=0&id_rubrique=&lang=fr&recherche=arbitre